

Une tragédie économique en trois actes

Éric Berr

Éric Berr est Maître de conférences en économie à l'Université de Bordeaux et chercheur au GREThA (UMR CNRS 5113). Ses travaux s'inscrivent dans le champ de l'économie du développement, en particulier sur les questions liées au financement du développement ainsi que sur la soutenabilité des modèles de développement. Il est l'auteur de *L'intégrisme économique*, paru en 2017 aux éditions *Les Liens qui Libèrent*. Économiste engagé dans le débat citoyen, il analyse dans ce texte « la tragédie économique » qu'a vécue et vit encore la Grèce, abandonnée par ses « partenaires » européens et symbole d'un projet européen dévoyé. Sa chute va la conduire à faire l'amère expérience de politiques néolibérales dont les ravages ont pourtant été maintes fois démontrés, même si elle a un moment tenté de s'affranchir de ce carcan.

Mots-clés : Grèce, Union européenne, crise, BCE, Troïka.

La Grèce contemporaine renoue avec sa tradition démocratique en 1974 lorsqu'elle se débarrasse de la dictature et refuse le retour du roi. Afin de renforcer cette République parlementaire qui se met en place, elle entame un rapprochement avec les pays d'Europe de l'ouest qui conduira en 1981 à son entrée dans la Communauté économique européenne (CEE). Une trentaine d'années plus tard, l'enthousiasme suscité par cette adhésion comme par l'entrée dans la monnaie unique en 2001 a laissé place au désarroi, voire même au désespoir.

Durement touchée, à l'instar de nombreux autres pays européens, par la crise financière qui débute en 2008, la Grèce va devenir le symbole, mais surtout la victime, d'un projet européen dévoyé et de ses dérives non coopératives. Abandonnée, et même punie par ses « partenaires », bien souvent au nom d'intérêts privés, la Grèce va être, à partir de 2009, l'acteur principal d'une tragédie économique orchestrée par l'Union européenne elle-même. Sa chute (acte 1) va la conduire à faire l'amère expérience de politiques néolibérales – qui ont pour fondement l'austérité budgétaire, la concurrence, la libéralisation, la privatisation – dont les ravages sur les pays en développement qui les ont appliquées depuis les années 1980 ont pourtant été maintes fois démontrés. Si l'espoir a pu renaître en janvier 2015 avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement mené par

Aléxis Tsípras (acte 2), la reddition de celui-ci en juillet 2015 sonne le glas des velléités grecques de s'affranchir du carcan néolibéral dans lequel ses « partenaires » européens la maintiennent enfermée (acte 3).

Acte 1 : la chute

Tandis que la récession économique s'installe suite au déclenchement de la crise financière de 2008, les socialistes du Pasok remportent les élections législatives en 2009. À peine arrivé au pouvoir, le nouveau premier ministre, Giórgos Papandréou, annonce que le déficit budgétaire atteint 12,7 % du produit intérieur brut (PIB), soit trois fois plus que dans les statistiques officielles, et que la dette grecque représente 127 % du PIB, soit des indicateurs qui sont très largement supérieurs aux plafonds autorisés par l'Union européenne – déficit budgétaire inférieur à 3 % du PIB, dette publique inférieure à 60 % du PIB.

Accusée de tricherie, la Grèce est sommée de rentrer dans le rang. Tandis que les agences de notation dégradent la note de la dette grecque, renchérissant ainsi son coût, le gouvernement Papandréou dévoile un programme de réduction des dépenses publiques – gel des salaires et des retraites des fonctionnaires par exemple – et d'augmentation de la fiscalité ciblée sur la hausse de la TVA.

La situation ne cessant de se dégrader, la Grèce accepte le 2 mai 2010 le « plan de sauvetage » de 110 milliards d'euros proposé conjointement par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI). En contrepartie, et sous la supervision de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du FMI – la célèbre Troïka –, elle s'engage à intensifier ses politiques d'austérité. Poussé vers la sortie en novembre 2011 par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel qui s'opposent à sa proposition, face à une contestation sociale grandissante, de soumettre à référendum l'accord prévoyant l'effacement d'une partie de la dette du pays en l'échange d'un contrôle accru de la Troïka sur la politique budgétaire grecque, Papandréou cède la place à un gouvernement de transition, dirigé par Loukás Papadímos, un ancien vice-président de la BCE...

Ainsi rentrée dans le droit chemin de l'orthodoxie économique, la Grèce peut obtenir, le 21 février 2012, un deuxième « plan de sauvetage » de 130 milliards d'euros qui s'accompagne de l'effacement de la moitié de la dette détenue par des créanciers privés. Revenue au pouvoir en juin 2012, soit à peine trois ans après avoir laissé le pays au bord de la cessation de paiement, le parti de droite Nouvelle démocratie va, par l'intermédiaire du gouvernement dirigé par Antónis Samarás, intensifier les politiques imposées par la Troïka. En effet, l'âge de la retraite passe de 65 à 67 ans tandis que les pensions de retraite et les salaires du secteur public sont réduits. Le marché du travail et des services est dérégulé. Les hausses d'impôts décidées touchent quant à elles principalement la classe moyenne – même si, pour la première fois depuis 1953, les armateurs sont soumis à l'impôt.

L'objectif avoué est de désendetter la Grèce. Pourtant, 90 % des sommes prêtées lors des deux premiers « plans de sauvetage » vont servir à rembourser ses principaux créanciers privés – principalement des banques allemandes et françaises – afin de leur permettre de s'extraire d'une situation délicate dont ils sont pourtant en partie responsables. Car, contrairement au discours de la Troïka, la dette grecque n'est pas le fruit de dépenses publiques trop élevées puisque celles-ci sont en effet inférieures à celles des autres pays membres de la zone euro, à l'exception des dépenses dans le domaine de la défense – la Grèce y consacre 3 % de son PIB contre 1,4 % en moyenne pour les pays de la zone euro¹. Elle est plutôt le résultat des taux d'intérêt élevés qui lui sont appliqués, d'un manque à gagner fiscal dû à la fuite illicite des capitaux ou encore de la recapitalisation par l'État des banques privées touchées par la crise.

Après cinq années d'application de cette cure néolibérale, le bilan est sans appel. Le PIB de la Grèce a baissé de 25 % depuis 2008 tandis que les salaires et les pensions de retraite ont diminué de 40 %, tout comme les dépenses de santé et d'éducation. Le système de santé public a ainsi vu ses effectifs amputés de 60 % tandis que la moitié des établissements scolaires fermaient leurs portes². Le taux de chômage dépasse les 25 % – il est même de 60 % chez les jeunes de 25 à 35 ans. Près de 40 % de la population vit à la limite de la pauvreté ou de l'exclusion sociale³. La dette publique, que les politiques imposées par la Troïka étaient supposées réduire, est passée de 110 % du PIB en 2008 à... 177 % fin 2014.

Acte 2 : l'espoir⁴

Englés dans une crise que deux « plans de sauvetages » n'ont pu endiguer, les Grecs portent au pouvoir la coalition de la gauche radicale Syriza lors des élections législatives du 25 janvier 2015. Le programme du nouveau premier ministre, Alexis Tsípras, entend rompre avec la logique néolibérale puisqu'il s'agit, afin de réduire la dette publique, d'abandonner une politique reposant sur l'austérité et la baisse des dépenses publiques pour lui substituer une politique

1 Voir le Rapport de la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque, *La vérité sur la dette grecque*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2015, pp. 41-42. Partisans de la baisse des dépenses publiques, les « partenaires » de la Grèce ont pourtant conditionné le premier « plan de sauvetage » de 2010 à la confirmation de commandes en suspens de matériels militaires...

2 Voir Marie-Laure Coulmin-Koutsaftis (Sous la direction de), *Les Grecs contre l'austérité. Il était une fois la crise de la dette*, Montreuil, Le Temps des Cerises, 2015, pp. 72-76.

3 Voir Yannis Varoufakis, *Conversations entre adultes. Dans les coulisses secrètes de l'Europe*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2017, p. 136.

4 Ce paragraphe est très largement inspiré d'Éric Berr, *L'intégrisme économique*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2017, pp. 126-129.

s'appuyant sur des hausses d'impôts (ciblant les plus riches), des mesures sociales (hausse des salaires et des retraites les plus faibles, restauration des services publics gravement touchés par les politiques d'austérité), la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et la relance de l'investissement public et privé.

Avec ce programme, Alexis Tsípras demande que l'on desserre l'étreinte qui étrangle la population grecque depuis plus de cinq ans et mène à la catastrophe. Il considère qu'un traitement « juste » impose de rompre avec des politiques dont l'inefficacité est patente et de procéder à une restructuration de la dette grecque, faute de quoi l'instabilité continuera de prévaloir et empêchera toute reprise de l'investissement, pourtant indispensable dans un pays qui a connu un effondrement de son appareil productif de 25 % depuis la crise en raison de multiples faillites.

Bien que Tsípras soit d'accord avec l'objectif de réduction de la dette publique et que le FMI se soit rangé à l'idée que la dette grecque devait être restructurée car insoutenable, l'Union européenne ne peut accepter que la Grèce souhaite s'affranchir du carcan de l'austérité et demande le respect du choix de ses électeurs⁵. L'hostilité affichée par les « partenaires » européens à l'égard de ce gouvernement « hérétique » est symptomatique d'une forme d'intégrisme économique qui cherche à étouffer l'ébauche de toute inflexion au sein de l'Union européenne. Les « négociations » qui vont être menées avec la Grèce cachent mal la volonté des inquisiteurs européens de démolir le nouvel exécutif grec ou, à défaut, de le faire rentrer dans le rang afin qu'aucun autre pays en difficulté n'ait à l'avenir l'idée de remettre en question ces politiques néolibérales.

L'alternative laissée à la Grèce est alors la suivante : faire repentance en se soumettant au diktat de ses « partenaires » et accepter d'expié des fautes dont le rapport de la commission pour la vérité sur la dette publique grecque a pourtant pointé qu'elles incombaient en (grande) partie aux créanciers, ou finir sur le bûcher du *Grevit* – la sortie de la Grèce de la zone euro.

Afin de faire abjurer le gouvernement grec, l'inquisition européenne va avoir recours à la stratégie du nœud coulant. Tout en prétendant négocier avec la Grèce, c'est bel et bien l'asphyxie de son économie qui est organisée. La BCE, abandonnant son rôle d'institution indépendante des pouvoirs politiques, va se mettre au service des inquisiteurs en supportant le coup d'État financier qui se met en place. Quinze jours à peine après l'arrivée de Syriza au pouvoir, elle va réduire le refinancement qu'elle accorde aux banques grecques, privant celles-ci des liquidités indispensables à leur bon fonctionnement et les rendant toujours

5 Dans un entretien accordé au *Figaro* le 29 janvier 2015, soit seulement quatre jours après la victoire de Syriza, Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, rappela qu'« il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens », ce qui en dit long sur l'état d'esprit des « partenaires » de la Grèce.

plus vulnérables. En contradiction totale avec la raison d'être de toute banque centrale – qui est d'assurer la stabilité du système bancaire et monétaire dont elle a la charge –, la BCE va se transformer en bras armé de « partenaires » dont le seul objectif est d'obtenir le départ ou la reddition sans condition de Tsípras. Ce faisant, elle se rend complice de non-assistance à économie en danger.

Après cinq mois de « négociations » qui n'en ont que le nom et dont le seul résultat est d'étrangler toujours plus son pays, Aléxis Tsípras décide de redonner la parole aux Grecs en convoquant un référendum le 5 juillet 2015 afin de leur demander s'ils acceptent le nouveau plan concocté par la Troïka, prévoyant de renforcer les politiques d'austérité menées jusqu'alors. Il est également contraint, face à l'inflexibilité de la BCE, d'annoncer le 28 juin 2015 la fermeture temporaire des banques – qui durera finalement trois semaines – ainsi que l'instauration d'un contrôle des capitaux afin d'éviter l'effondrement du système bancaire grec.

Tsípras espère que « le peuple grec dira un grand non à l'ultimatum mais en même temps un grand oui à l'Europe de la solidarité » et se dit persuadé qu'« *au lendemain de ce fier non, la force de négociation du pays sera renforcée* » avec ses créanciers – Commission européenne, BCE et FMI. Selon lui, « ni les menaces, ni le chantage, ni les tentatives d'instaurer la panique ne changeront la volonté du peuple grec de vivre dans la dignité »⁶. Le résultat de ce référendum est sans appel puisque plus de 61 % des Grecs se prononcent contre la poursuite des politiques néolibérales qui les condamnent à toujours plus d'austérité.

Acte 3 : la reddition

Fort de ce soutien populaire, Tsípras se trouve conforté dans sa volonté de s'affranchir du carcan néolibéral imposé par ses « partenaires ». Il décide pourtant de rendre les armes le 13 juillet 2015 et signe sa reddition en acceptant l'accord que la majorité des Grecs avaient pourtant massivement refusé huit jours plus tôt. Après avoir vainement attendu le soutien d'autres pays européens – celui de la France en particulier –, Tsípras ne peut se résoudre à devoir assumer les conséquences du *Grevit* dont il est clairement menacé, ce qu'il confirme lors d'un entretien télévisé le 14 juillet 2015 : « J'assume la responsabilité d'un texte auquel je ne crois pas, mais je le signe pour éviter tout désastre au pays »⁷.

6 Cité par *Le Monde*, 28 juin 2015. http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/06/28/tsipras-appelle-a-voter-non-lors-du-referendum-sur-le-plan-d-aide-a-la-grece_4663341_3234.html#yEgaxuQiO3fBbLZq.99.

7 Cité par *Le Monde*, 14 juillet 2015. http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/07/14/crise-grecque-alexis-tsipras-dans-la-tourmente-politique_4682595_3234.html.

Pourtant, cette épée de Damoclès n'était qu'une arme virtuelle, comme le reconnaîtra le vice-président de la BCE, Vitor Constâncio, qui affirme sans sourciller que la menace d'expulsion de la Grèce de la zone euro « n'a jamais été lancée pour de vrai parce que ce ne serait pas légal »⁸. La BCE n'a donc pas hésité à mentir à l'un de ses membres afin de le contraindre à se soumettre à un agenda politique qu'il refusait... De son côté, le gouvernement Tsípras paie son engagement européen. En excluant d'entrée de sortir de la zone euro, il s'est privé de la seule arme qui aurait pu ramener ses « partenaires » à plus de raison dans les négociations qu'il a eues avec eux car, en définitive, le *Grevit* aurait fragilisé l'euro, donc l'ensemble des pays membres de la zone.

Bien que réélu le 20 septembre 2015 après avoir remis son mandat en jeu suite à sa reddition, Aléxis Tsípras voit désormais sa marge de manœuvre réduite à presque rien. En effet, toute décision budgétaire et fiscale doit maintenant être soumise à l'accord préalable des Institutions – le nouveau nom donné à la Troïka – avant d'être votée au Parlement. C'est ainsi que les coupes budgétaires dans les domaines de la santé et de l'éducation continuent, que le niveau des salaires et des pensions de retraite ne cesse de diminuer tandis que les taux de TVA, eux, augmentent.

Afin de réduire son endettement, le pays est également soumis à un programme de privatisations d'une ampleur inégalée au sein de l'Union européenne. Or, lorsqu'un État en crise est sommé de céder le plus grand nombre possible d'entreprises publiques, la privatisation prend, dans les faits, la forme d'une grande braderie⁹. À titre d'exemple, la privatisation de la gestion de quatorze aéroports, pourtant bénéficiaires, au profit de l'entreprise allemande Fraport, et à des conditions extrêmement avantageuses pour elle, ne peut qu'interroger quant aux véritables motifs de telles opérations... En définitive, loin de permettre à la Grèce de retrouver le chemin de la prospérité, les mesures qui lui sont imposées la condamnent, telles les Danaïdes, à toujours plus remplir le tonneau percé du remboursement d'une dette insoutenable.

Si l'espoir qu'a suscité la Grèce d'Aléxis Tsípras auprès de nombreux citoyens européens a été violemment éteint par les institutions européennes, cette victoire à la Pyrrhus n'augure rien de bon. Car, au-delà de l'humiliation subie par la Grèce, c'est tout le projet européen, supposé reposer sur la coopération et la solidarité, qui est en danger, ce que les « partenaires » de la Grèce ne voient pas, ou ne veulent pas voir. Preuve de leur cécité, les membres de l'Eurogroupe

8 Voir Romaric Godin, « Grèce : le stupéfiant aveu de la BCE », *La Tribune*, 16 septembre 2015, <https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-le-stupefiant-aveu-de-la-bce-505811.html>.

9 Voir Niels Kadritzke, « Grande braderie en Grèce », *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.

– qui rassemble les ministres des finances des dix-neuf pays membres de la zone euro – ont pu annoncer fièrement, lors de leur réunion du 21 juin 2018, que la crise grecque était terminée. Si des délais de paiement ont été accordés à la Grèce – le remboursement de 96 milliards d’euros dus aux créanciers européens se fera à partir de 2033 – et si cette dernière peut à nouveau accéder aux marchés financiers – mais à quelles conditions ? – elle est pourtant toujours sommée de réaliser un excédent de son budget primaire – c’est-à-dire avant paiement des intérêts sur sa dette – d’au moins 3,5% du PIB jusqu’en 2022 et de 2,2% du PIB en moyenne pendant les 37 années suivantes. Si aucun pays n’est capable de maintenir de tels excédents budgétaires à moyen terme selon les économistes du FMI, la Grèce semble bel et bien condamnée à l’austérité perpétuelle. Comble du cynisme, plutôt que de procéder aujourd’hui à l’allègement d’une dette que tout le monde sait insoutenable et qui ôte toute perspective de refondation de l’économie grecque, les responsables européens se contentent d’une promesse de réexamen de la situation celle-ci afin de procéder à d’éventuels effacements, à partir de 2032, c’est-à-dire ... aux calendes grecques¹⁰.

En définitive, le comportement de caïd de la Troïka et le terrorisme intellectuel mené à l’initiative du gouvernement allemand montrent à quel point la logique actuelle est une impasse. Comment peut-on penser qu’une Europe aussi égoïste et brutale, arc-boutée sur le respect de critères qui sont autant de camisoles, puisse obtenir l’adhésion des populations ? La sortie du Royaume-Uni de l’Union – le *Brexit* – montre, s’il en était encore besoin, que le projet européen a perdu de sa légitimité et nécessite d’être refondé.

10 Voir Martine Orange, « L’Europe propose à la Grèce un plan de sortie irréaliste », *Mediapart*, 22 juin 2018, https://www.mediapart.fr/journal/international/220618/l-europe-propose-la-grece-un-plan-de-sortie-irrealiste?page_article=1.